

RAPPORT GÉNÉRAL DES JOURNÉES SOCIALES DU CEPAS 2024

Fleury DALA DIANA,
Politologue,
Activiste de la société
Civile congolaise.
Rapporteur Général
des Journées
sociales 2024.
dadiaf@gmail.com

Gloire KATEME,
Administrateur à
Gaieté Congolaise Sarl.
Membre de l'Équipe
d'analyses du
RODHECIC ;
Rapporteur adjoint des
Journées sociales 2024
katemegloire@
gmail.com

Depuis les premiers instants où se constituèrent des mouvements ou associations politiques et sociales, et se tinrent des manifestations par lesquelles il s'exprima pour réclamer son droit à disposer de lui-même, sur cet espace géographique créé hier comme Etat Indépendant du Congo d'abord, Congo belge ensuite et, aujourd'hui, République démocratique du Congo, le peuple congolais n'a jamais rien voulu d'autre que voir émerger la liberté, la justice, la paix, l'équité, le travail dans la dignité et le respect des droits humains.

Ces valeurs auxquelles le peuple congolais aspire sans relâche indiquent qu'il avait déjà tôt fait le choix de la démocratie comme mode de gestion de son territoire à même de favoriser son développement intégral, avant même de pouvoir comprendre le sens profond de ce concept, les enjeux et défis de sa mise en pratique.

C'était le rêve de nos aïeux. C'est aussi le nôtre aujourd'hui, nous, contemporains d'un Congo qui survit aux soubresauts des velléités de sa partition ou de sa gestion en mode d'accaparement de richesses par un petit nombre au détriment de la majorité des citoyens qui croupissent dans la misère.

Le rêve démocratique pour le Congo est également celui de l'Église congolaise, de la Compagnie de Jésus, dans sa province d'Afrique centrale qui, à travers le Centre d'études pour l'Action Sociale (CEPAS), l'a encore clairement manifesté en cette année 2024, en organisant, du 19 au 21 juin 2024, ses journées sociales sous le thème : « Raviver le rêve démocratique en RD Congo ».

Entre aller seul, garantie d'une marche rapide, et aller en groupe, assurance d'un long parcours, le CEPAS a bien évidemment choisi la seconde assertion. Evoquer les Journées Sociales 2024, c'est

penser à l'organisation d'un banquet de la raison où ont significativement contribué le CADICEC, le Centre Ebuteli et l'Université Loyola du Congo.

Les Journées sociales 2024 ont mis en lien les élections de 2023 et leur rôle dans la consolidation de la démocratie en RD Congo. Elles y ont tiré une analyse du contexte sans complaisance exprimée en des termes forts, entre autres inspirés de la Lettre de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO) sur les élections passées. En effet, les évêques, en analysant le cycle électoral de 2023, ont émis des doutes ; ils se sont posé des questions et ont laissé transparaître leur inquiétude sur un probable enterrement de la démocratie en RD Congo. Car de ces élections, les Pères de l'église du Congo craignent des conséquences telles que l'installation d'un monopartisme, le musellement des voix alternatives, le découragement et la lassitude qui peuvent gagner le peuple qui est sorti de ces joutes hébété, désillusionné, traumatisé, scandalisé et anesthésié.

Le diagnostic est posé. L'anamnèse faite. Mais cela ne suffit pas. Le rêve ne peut pas être brisé. Tant de sacrifices consentis ne peuvent être liquidés à vil prix, sur fond de comportements viciés pour la démocratie de quelques personnes, si puissantes qu'elles peuvent être. Les Journées sociales de 2024 se posent alors la question cruciale : comment, dans ce contexte, remobiliser toutes les forces vives pour raviver le rêve démocratique ? Comment faire renaître ce projet qui nous mobilise depuis la première ère de la prise de conscience du peuple congolais ? Comment galvaniser le sursaut collectif pour la démocratie en péril ?

Pour ce faire, le CEPAS a rassemblé des personnalités du monde scientifique et universitaire, de l'univers politique et des organisations de la société civile, sans oublier de nombreux jeunes.

Re-susciter le sursaut collectif peut être une aventure périlleuse dans un contexte où les libertés semblent s'effriter et des menaces de plus en plus proférées à l'encontre des voix alternatives. Ce rêve peut également paraître mammoth. Sa grandeur fait peur et les esprits peuvent être tentés de reculer. Des voix, dans ce sens, s'étaient élevées pour s'exprimer sur les conditions de réussite de ce rêve, étant donné que des initiatives similaires prises dans le passé n'ont pas abouti car la démocratie, au lieu d'être en route, selon les termes de Thierry N'landu (conférencier à ces Journées sociales), se trouve sortie de la route. Que faire ?

Ces Journées Sociales 2024 ont aussi porté une autre marque : c'est le projet à court-terme : transformer les recommandations en actions, par la mise en place d'un mouvement véritablement citoyen pour ne pas laisser mourir la démocratie, en bâtissant sur le modèle du collectif du 16 février qui commémore les martyrs de la marche des Chrétiens.

Respectueux d'une démarche devenue un rituel, le CEPAS a échelonné les Journées Sociales sur trois jours ; chaque journée portant un sous-

thème et étant ponctuée de trois temps forts : le panel, les ateliers et la restitution en plénière.

La première journée, sous la modération du Père Rodrigue N'tungu, a consisté en l'analyse du parcours historique de la démocratie à partir de l'expérience de la Conférence Nationale Souveraine, pour en relever des éléments de compréhension de ce qui est advenu de la démocratie congolaise et de ce qu'on peut en tirer pour continuer à incarner le rêve. Le Professeur Thierry N'landu est intervenu sur ce sujet. Initialement intitulé « De la Conférence Nationale Souveraine (CNS) aux élections de 2023. Le combat des Congolais pour la démocratie. Ce qui a marché. Ce qu'il faut corriger. Sur quoi on pourrait construire ». Le professeur l'a réarticulé comme suit : « En route vers la démocratie. Les petites victoires du peuple congolais », comme pour affirmer que le Professeur a fait le choix de l'optimisme, en voulant articuler directement sur la construction. Le parcours historique lui a permis, en réalité, de déceler dix victoires sur lesquelles les acteurs des partis politiques et de la société civile sont appelés à bâtir pour permettre à la démocratie de poursuivre sa route.

Démocratie en route ou démocratie sortie de ses ornières ? Avant de s'engager plus loin, il fallait bien interroger l'instant T qui déclenche la gâchette et dont dépend le reste, institutions et exercice de la démocratie pour le développement : les élections. C'est l'exercice auquel s'est attelé le Père Rigobert Minani, en deuxième temps de cette même première journée par le « Retour sur les cycles électoraux de 2011-2018 ; 2018-2023 » qui constituent, ainsi qu'il l'a expliqué, la trame de fond du marasme politique actuel. Son effort a été d'étudier leur impact sur la gouvernance et l'avenir de la démocratie. Son point de départ est connu : les élections de 2023. Mais avant d'avancer, il faut d'abord reculer, d'où sa marche en arrière de 12 ans pour comprendre même que 2023 est la conséquence des changements intervenus en 2011, principalement la suppression du deuxième tour de l'élection présidentielle pour un seul tour. C'est pour lui la faute originelle qui engendra des attitudes et des comportements du régime Kabila pour commettre des péchés graves contre la démocratie, péchés que le Père Minani, en s'inspirant du Professeur Ndaywel dans son livre « La saison sèche est pluvieuse », a appelés manœuvres de survie en dehors des pratiques démocratiques. Toutes ces tentatives ont un dénominateur commun : le mépris des valeurs, et ont une conséquence : le chaos électoral de 2023 qui fait craindre le pire.

Mais qui, dans l'histoire immédiate, est responsable de ce chaos ? Les Organisateurs ont convié les participants à regarder du côté de la CENI, institution ou organe faïtier des élections en RD Congo. Ils ont aussi tourné le radar pour scruter les attitudes et les comportements des acteurs ou parties prenantes au processus électoral. C'est la matière de la deuxième journée et de la troisième journée.

La deuxième journée, sous la modération du politologue Christian Moleka, a été articulée en deux points : deux conférences se sont penchées sur la CENI, pour l'une sur l'organisation des opérations électorales, les dynamiques de l'amélioration de la loi organique de la CENI, de la loi électorale, de la personnalité affichée ou adoptée par son président, depuis l'expérience de 2006. Monsieur Ithiel Batumike, chercheur et membre du Centre Ebuteli, a conduit les participants à travers cette réflexion. Pour l'autre conférence sur la CENI, Monsieur Valéry Madianga de l'ONG Centre de Recherche en Finances publiques et Développement Local (CREFDL) a planché sur la gestion des fonds publics mis à la disposition de la CENI pour les opérations électorales. Les élections de 2023 ont été budgétisées à 1.5 milliards de dollars américains. Comparativement aux budgets des opérations électorales passées, force est de constater que, d'une part, le budget électoral de 2023 est le plus volumineux, et d'autre part, les budgets connaissent des augmentations substantielles à chaque cycle électoral.

Que l'analyse porte sur le fonctionnement de la CENI, les opérations électorales ou sur la gestion des fonds alloués, elle a été implacable : l'instabilité institutionnelle et fonctionnelle de la CENI (4 différents logos de la CENI, soit un logo par cycle), la partialité des présidents, des améliorations institutionnelles et légales partielles et sélectives qui enfreignent la transparence de la CENI, la gestion opaque des fonds publics par la CENI par des passations de marché sans transparence, l'exagération des marchés de gré à gré, le manque de redevabilité, l'indifférence des institutions et autorités de contrôle, l'ignorance des acteurs de la société civile sur les finances publiques. En d'autres termes, la CENI, selon les experts intervenants, a failli à sa mission d'organiser des élections qui consolident la démocratie.

Les Journées Sociales 2024 ont eu pour mission d'explorer les pistes pour crédibiliser la CENI et assurer un processus crédible et consensuel ainsi que de garantir la bonne gestion des fonds publics par la CENI pour les élections de 2028. Pour Batumike, il faut des réformes à puiser dans le réservoir déjà constitué de travaux antérieurs tels que le référentiel de la société civile, le rapport du Groupe d'études sur le Congo de 2021, la proposition initiale de Christophe Lutundula, de la redevabilité des animateurs de la CENI, de la professionnalisation de l'administration de la CENI, de la constitution de la mémoire institutionnelle, de la stabilité institutionnelle, de l'intégration d'autres acteurs de la société civile dans le bureau de la CENI. Batumike a tiré la sonnette d'alarme : « 2028 pointe à l'horizon. 4 ans nous en séparent. Le temps est court. Faut-il continuer avec l'actuel bureau dont le mandat finit en 2027 ? ». Il conclut en insistant sur le fait qu'aujourd'hui est le temps de mener le plaidoyer afin d'avoir une nouvelle équipe qui disposera du temps nécessaire pour mener à bien les opérations électorales.

Pour Madianga, l'indiscipline financière de la CENI, son manque de respect vis-à-vis de la loi sur la passation des marchés lui a inspiré une approche radicale : sa suppression. Il affirme : « Si cet organe doit être géré dans l'opacité quant à ses opérations, autant en faire une direction au sein du Ministère de l'Intérieur ». Cependant, il n'est pas opposé à son maintien à condition que le bureau soit formé sur les procédures et veille à les respecter scrupuleusement.

Le second point de la deuxième journée a été la réflexion sur les partis politiques, acteurs concernés au plus haut point par les élections et constitutionnellement chargés de la formation des citoyens et de la promotion de la démocratie. C'est le Professeur Elie Ngoma Binda, fort de ses études antérieures sur les partis politiques, qui a été choisi à dessein pour conduire l'assemblée sur la réflexion, en partageant ses recherches sur le sujet. Il a articulé son intervention autour de la question : « Au vu du nombre exagéré de partis politiques en RD Congo, comment assainir l'environnement politique et mettre fin au clientélisme familial dans le chef des partis politiques ? ». Il a d'abord livré les constats suivants : les partis politiques, en RD Congo, sont un outil utilitaire pour accéder au pouvoir dans la vision du « ôte-toi de là que je m'y mette », les partis politiques sont pléthoriques (920 ont pris part aux élections de 2023 et la tendance n'est pas prête à s'arrêter), les partis politiques sont gérés dans le « familiarisme » qui est l'expression forte du clientélisme/népotisme matérialisé dans les élections de 2023, les partis politiques sont sans idéologie ou, s'ils en ont, c'est la même partagée par tous ou par plusieurs mais tout en s'opposant. Face à ce tableau, le Professeur Ngoma Binda reconnaît qu'il est difficile de remédier à ces faiblesses. Cependant, il préconise avec courage, au sujet du nombre exponentiel de partis politiques, la désacralisation du pluralisme intégral. Mais si cela paraît difficile puisque le pluralisme est constitutionnel, oser la limitation constitutionnelle du pluralisme politique par le rassemblement des partis partageant la même idéologie. Dans sa foi de scientifique, pour être élu, point n'est besoin d'un parti politique. Par conséquent, il pousse jusqu'à la solution extrême qui est le *zéro-partisme*. Face au clientélisme familial, Ngoma Binda plaide pour la « de-biologisation » par la suppression de la pratique de suppléance, en proposant l'organisation d'une élection circonstancielle à chaque vacance du siège ou l'octroi du mandat à celui qui était arrivé second.

De la CENI aux partis politiques, l'analyse bien qu'impartiale des intervenants des jours 1 et 2, est partielle. Car les élections et la démocratie reposent aussi sur d'autres acteurs non moins importants : les organisations de la société civile, des structures apolitiques d'activisme citoyen. Les Journées Sociales ont identifié le groupe de femmes et les mouvements citoyens qui ont été des victimes du chaos électoral de 2023. Les femmes ont contribué à viabiliser des candidatures des partis politiques en acceptant

d'être inscrites dans leurs listes mais elles sont désabusées de ce que cet engagement est bafoué ou n'a pas été pris à sa juste mesure au-delà de la conformité à la loi électorale pour en tirer profit. Les mouvements citoyens font face à des accusations de subversion et à la difficulté de se remobiliser.

Quand la démocratie est en péril, c'est que la dynamique de femmes a refroidi et les mouvements citoyens sont devenus ternes. Comment alors les raviver pour redonner de la vie à la démocratie ? C'est l'objectif poursuivi durant la troisième journée. Sous l'œil vigilant du modérateur Dirk Shaka qui a eu fort à faire face à une plénière constituée de jeunes et d'activistes sociaux. Mais il y est parvenu en accordant, comme prévu, la parole aux intervenants, à Madame Ghislaine Kahambu Kambesa Aga pour l'exposé sur la participation et le rôle de la femme dans la quête du rêve démocratique à raviver, à Monsieur Bienvenu Matumo et Yves Diabikulwa de la Lucha pour la présentation de la manière de s'y prendre avec les mouvements citoyens et à Me Jean Bosco Lalo du CALCC pour partager sa vision sur la refondation de la société civile à partir des valeurs républicaines et démocratiques pour qu'elle joue le rôle qui est le sien dans la reconstruction de la démocratie.

Madame Kahambu, s'exprimant par visioconférence depuis l'Italie, après avoir établi le décor socio-politique sombre, pense que la femme, de par ses valeurs mais à condition qu'elle soit prête, disponible et apte, peut apporter sa lumière pour illuminer la démocratie congolaise en berne. Elle devra puiser dans ce que Jean-Paul II, cité par Kahambu, appelle le génie de la femme. Elle avance l'approche du leadership de l'unité inspirée du courant spirituel de Chiara Lubich, fondatrice du mouvement Focolari. Le leadership de l'unité est à appliquer dans la convergence avec l'homme, par l'enrichissement mutuel, chacun apportant les valeurs qui lui sont siennes, l'entrepreneuriat, l'excellence et la discipline pour l'homme, la joie, l'harmonie et l'écoute pour la femme. Le leadership de l'unité doit être concrétisé par le rassemblement des femmes à travers l'incubateur féminin.

Le chaos électoral de 2023 et, plus loin, celui de 2018 qui plongeait le pays dans un quasi blocage mais moins ensanglanté, ont eu un impact sur les mouvements citoyens qui ont vécu et en connaissent encore, des scissions en leur sein à telle enseigne que le constat fait par les Organismes est qu'on en compte aujourd'hui des vrais et des faux. Pourtant, ces mouvements citoyens, selon Matumo et Diabikulwa, ont été le catalyseur de la lutte citoyenne, à l'origine d'un modèle atypique de mouvements sociaux avec des idées novatrices. Pourquoi n'en est-il pas ainsi aujourd'hui ? Matumo et Diabikulwa mentionnent la faiblesse de l'idéologie, l'infiltration politique, les arrestations et brimades, la pauvreté des activistes, l'ethnicisme, le clientélisme, la corruption. Pour jouer son rôle dans le réchauffement du rêve démocratique, ils recommandent le travail des mouvements citoyens sur eux-mêmes, une forme d'introspection, se fédérer par une solidarité,

s'ouvrir au monde extérieur en ratissant large, se définir par rapport aux secteurs à couvrir, se remobiliser pour un monitoring de la gouvernance du régime.

Si tel est l'antidote pour les femmes et les mouvements citoyens, qu'en est-il de la société civile au sens large, qu'il s'agisse des associations sans but lucratif, à but économique, ou privées, des fondations ou associations civiques et politiques, et peu importe leur secteur d'activités ?

Au regard du rôle et de la fonction joués par la société civile congolaise que Lalo décline en terme d'avant-gardiste des luttes pour l'élargissement de l'espace politique et les libertés civiques, mais soumise durant la deuxième République avant de renaître avec le vent de la démocratie qui a soufflé sur le Congo, pour occuper le terrain qu'elle n'a plus quitté et dont on peut dire qu'elle a engrangé de « petites victoires » par la réouverture de la CNS en 1992, l'avancement des droits de la femme tels que la parité, engagement exprimé depuis Sun City, au dialogue intercongolais, les actions des mouvements citoyens contre le troisième mandat, les martyrs de l'indépendance, l'engagement socio-politique de la CENCO, il paraît tout naturel d'attendre d'elle, mieux d'exiger d'elle, face à la léthargie qui la guette, malgré une présence par ailleurs timide depuis les élections de 2018, un rayonnement nouveau. Celui-ci est possible, pense Lalo, à condition de jouer à fond la carte de l'unité qui doit être réalisée entre les associations appelées à mieux communiquer et à la collaboration avec les institutions officielles en tentant d'éliminer les méfiances mutuelles qui existeraient entre elles, en travaillant à son financement innovant pour atteindre ses objectifs. Lalo est convaincu que face aux faiblesses de la gouvernance de la part du gouvernement, la société civile tient toujours sa place.

Comment raviver la démocratie en RD Congo ? La question posée a trouvé des pistes de solutions à travers les différentes interventions soigneusement retenues par les Organismes et même à travers des interventions brèves des participants. Mais, la prétention n'est nullement celle d'avoir tout dit et tout entendu. La question n'a pas été épuisée dans la salle Père Boka. Elle a néanmoins le mérite d'avoir permis de bien penser. Nous voulons des actions qui transforment la société congolaise de la part de tous les acteurs. Mais nous devons faire attention à notre attitude face à l'action, selon le sage conseil de Thierry N'landu : « La beauté de la lutte, c'est oser faire des choses dont on ne sera pas bénéficiaire immédiat ». Pour cette génération future qui sera héritière de notre engagement pour que revive le rêve de la démocratie congolaise, les participants ont formulé des recommandations.

RECOMMANDATIONS

Afin de **raviver le rêve démocratique**, des recommandations pertinentes ont été formulées.

En ce qui concerne **le premier Panel**, les participants ont identifié les petites victoires du peuple vers la démocratie et formulé des recommandations pour capitaliser lesdites victoires :

- **Les petites victoires identifiées dans la marche du peuple vers la démocratie :**

1. La marche des chrétiens, suivie de la réouverture de la Conférence Nationale Souveraine (CNS) ;
2. La pression souveraine de la population ;
3. L'ouverture d'un groupe d'éveil par l'Église Catholique (Bilenge ya Mwinda) suite à la dictature de Mobutu ;
4. La manifestation de l'opposition (2015) ;
5. La manifestation de l'Église pour le respect de l'Accord sur la tenue des élections (2016) ;
6. La signature de « l'Accord de la Saint-Sylvestre » (31 décembre 2016) avec l'implication de la CENCO ;
7. La mutualisation des efforts entre l'Église Catholique et l'Église Protestante ;
8. La capacité du peuple à se choisir ses propres dirigeants ;
9. L'accroissement de la liberté d'expression ;
10. Le renouvellement à 80% des députés nationaux à chaque cycle électoral ;
11. La réduction des antivaleurs telles que le népotisme, le tribalisme... ;
12. La vigilance de la population ;
13. L'influence de la population sur la gouvernance, notamment à trouver les actes de démocratisation sur les réseaux sociaux ;
14. L'empêchement du troisième mandat pour le Président Joseph KABILA ;
15. L'empêchement de la modification de l'article 220 de la Constitution ;
16. L'accès des femmes aux postes de prise de décision ;
17. Le contrôle citoyen dans la transparence de la gestion des finances publiques.

- **Par rapport à la capitalisation des petites victoires du peuple pour raviver la démocratie :**

1. Organiser des activités de vulgarisation des petites victoires du peuple en faveur de la démocratie en utilisant des canaux pertinents : télévisions, radios, ateliers, séminaires... ;
2. Créer un climat de dialogue entre les dirigeants et la population ;
3. Promouvoir l'œcuménisme pour l'éveil de la conscience de la population congolaise ;
4. S'organiser davantage dans la planification et la programmation des actions ;
5. Fédérer les différents groupes en tenant compte des sensibilités en vue de créer un grand réseau d'acteurs citoyens ;
 - Projeter des actions de façon plus élaborée, c'est-à-dire, éviter d'être continuellement réactionnaire par des activités périodiques ;
 - Travailler sur les objectifs des activités en les inscrivant dans la durée c'est-à-dire, à court, moyen et long termes ;
 - Consolider les activités qui ont conduit aux petites victoires ;
 - Raviver les valeurs et les normes démocratiques, le respect de la justice sociale ;
 - Reconnecter les groupes et les acteurs pour raviver la responsabilité collective pour engagement citoyen plus efficace ;
 - Créer le lien entre toutes les couches sociales ;
 - Identifier, commémorer les petites victoires de la démocratie et honorer les survivants ;
 - Enseigner ces victoires dans les écoles dans le cadre de la réforme de l'éducation.

En ce qui concerne **le deuxième Panel**, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

- **Pour la réforme de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) :**

- L'organisation de la CENI doit être standard c'est-à-dire, les élections devraient être organisées par le Ministère de l'Intérieur ;
- Procéder à la bancarisation des fonds alloués à la CENI pour s'assurer de leur traçabilité ;
- Revoir les attributions de la plénière de la CENI ;

- Mener un plaidoyer pour que la CENI soit gérée par les agents de carrière de service ;
 - Redynamiser la direction des archives ;
 - Reformuler la loi sur les obligations des membres de la CENI ;
 - Mener des actions pour avoir un quota plus élevé des membres des OSC au sein du Bureau de la CENI ;
 - Supprimer le parrainage du Président de la CENI par les confessions religieuses ;
 - Supprimer la désignation au profit d'un processus de recrutement des membres de la CENI par un panel d'experts ;
 - Supprimer les quotas des politiques quant à la désignation des membres du bureau de la CENI et les remplacer par un processus de désignation essentiellement centré sur la société civile.
- **Pour l'assainissement de l'espace politique :**
 - Mener un plaidoyer au Ministère de la nouvelle citoyenneté pour identifier les valeurs communes (ex : l'amour, l'unité nationale, le partage, le patriotisme, respect de la femme, initiation de la jeunesse, etc.) ;
 - Mener une étude socio-anthropologique sur les idéologies politiques en RDC ;
 - Mener un plaidoyer au Ministère de l'Intérieur pour organiser une consultation susceptible de regrouper les partis selon les idéologies ;
 - Supprimer le seuil électoral et le remplacer par le seuil de recevabilité des listes (60% des sièges à pourvoir dans la circonscription) ;
 - Produire et proposer un avant-projet de révision de la Loi Électorale en interdisant aux membres de familles des candidats d'être suppléants et en empêchant le cumul des mandats et des postes ;
 - Interdire le vagabondage des postes (par exemple le fait de revenir au mandat électif après avoir occupé un poste nominatif) ;
 - Mener un plaidoyer pour obtenir des lois strictes interdisant explicitement le népotisme dans les nominations politiques, les recrutements dans l'administration publique et les décisions politiques importantes ;
 - Recenser et vulgariser les cas de corruption pendant les cycles électoraux.

- **Pour une meilleure gestion des Finances publiques :**

Créer un cadre de la société civile avec un cahier des charges bien précis mettant un accent sur le suivi et le contrôle du budget alloué à la CENI ;

Former la société civile sur les questions liées aux finances publiques pour qu'elle devienne experte en la matière et exerce un meilleur contrôle citoyen ;

Mener un plaidoyer pour la création d'un parquet financier pour les détournateurs des fonds publics, particulièrement pour les membres de la CENI ;

Mener un plaidoyer en faveur de l'application effective des sanctions prévues par la Loi ;

Exiger une discussion à l'Assemblée Nationale pour confronter le rapport de gestion de la CENI et celui produit par la Cour des Comptes.

- **En ce qui concerne le troisième et dernier Panel, les participants ont recommandé ce qui suit :**

Par rapport à la dynamique femme :

- Renforcer les capacités à travers la formation, les séminaires... pour inculquer à l'Homme les sept (7) clés du leadership de l'unité ;
- Organiser une session d'échange d'expériences avec ceux et celles qui ont occupé des charges publiques ;
- Redynamiser les structures suivantes : KAFCO, MSFD, MLCU, LVTF, RJAPEF, FAODE...

Par rapport à la dynamique des mouvements citoyens :

Faiblesses identifiées :

- Manque de transparence ;
- Faible organisation en interne ;
- Manque des ressources qui entraîne le débauchage ;
- Incapacité à pérenniser les actions dans le temps ;
- Faible communication entre les mouvements.

D'où, il est important de redynamiser les structures suivantes : JUSTICE EN ACTION, LUCHA, FILIMBI, BISO PEUPLE, SYNERGIE BILENGE, CONGOLAIS DEBOUT, ECCHA, SOS JEUNESSE EN DANGER, EVEIL CITOYEN, EKOKI, CRI DU PEUPLE, JEUNE LUCIDE, MBO, ARCHA, VICI, JEUNE EN ACTION, ALERTE, LES INDIGNÉS, URGENCES PANAFRICAINES, PATRIOTISME OBLIGE.

Par rapport à la société civile :

- Organiser des états généraux de la société civile (évaluation de la lutte, questions de financement...) ;
- Renforcer les critères d'éligibilité ;
- Remobiliser les structures suivantes : CENCO, ECC, GROUPE AMOS, GROUPE JEREMIE, ASADHO, VSV, HERITIERS DE LA JUSTICE, AMIS DE NELSON MANDELA, RODHECIC, RESIC, CALCC, APPROHU, CHAINE DE SOLIDARITÉ AGISSANTE, CLC, PAREC, MILAPRO, RENOSSEC, CDCE, SOLIDARITÉ PAYSANNE, SOCICO, DYSOCIF, COPACO, CJP/CENCO, CNONG, LINELIT, AET, CONAFED, CAFCO, FOLECO, NSC, CENTRE LOKOLE, JED, SNPP, ACAJ, ODEP, CEPAS, MIEC, UNTZA, SIEC.
- Initier une tribune d'expression populaire ;
- Organiser des forums pour discuter sur les défis démocratiques et les solutions aux problèmes complexes qui se posent ;
- Mener un plaidoyer pour la création d'une école de citoyenneté ;
- Vulgariser les dispositions pertinentes de nos textes légaux dans les domaines de l'environnement, de la justice... ;
- Créer un cadre permanent pour réunir les acteurs actifs ;
- Remobiliser les structures suivantes : MILAPRO, CALCC, CLC, CENCO... ■